

Terres Terrains Territoires

La « question foncière » demeure une zone floue de la réflexion politique, comme si elle était vouée à ne jamais recevoir de réponse.

A cheval entre plusieurs disciplines universitaires (économie, droit, géographie, sociologie, urbanisme...), pratiquée par une grande variété de professionnels qui l'abordent sous des angles différents (aménageurs, géomètres, notaires, agriculteurs, financiers...), administrée à tous les échelons territoriaux du national au communal, elle fait l'objet des affirmations les plus contradictoires.

- « La crise » est évoquée à tout propos, tantôt parce que les prix montent, tantôt parce qu'ils descendent.
- La « pénurie » de terrains est censée expliquer toutes les difficultés rencontrées, comme si la surface du territoire était élastique.
- L'affirmation du droit de chacun à accéder à un logement est aussitôt suivie d'appels à la lutte contre le bétonnage des espaces naturels.
- Un ministère aide à créer des réserves foncières publiques pendant qu'un autre prône la vente des biens publics.
- Les médias stigmatisent une « flambée » des prix des terres agricoles sans avoir l'air de savoir que les terres en question coûtent moins chères qu'en 1914.
- Etc.

Ce petit site personnel se propose donc de dépasser les idées toutes faites, sans militer pour tel point de vue plutôt que tel autre.

Il vise seulement à mettre à disposition du public (et à relier les uns aux autres) une série d'écrits personnels consacrés aux différentes facettes de ce champ de connaissance encore mal identifié.

Un premier choix de textes est présenté. D'autres suivront. Un [vocabulaire](#) de près de 300 entrées permet de relier les concepts et leurs développements. Des [formations](#) sur le foncier sont proposées.

[L'auteur](#) remercie par avance celles et ceux qui lui feront part de leurs idées et de leurs critiques (joseph.comby@wanadoo.fr).

21 mars 2009